

DÉBAT MULTI-ACTEURS ORGANISÉ PAR LE RÉSEAU DES RADIOS COMMUNAUTAIRES (RERAC) SUR LE THÈME : LA RÉFORME FONCIÈRE ET LA QUESTION DE LA REED+ AU CAMEROUN

RECOMMANDATIONS

Tout en se voulant rassurant sur les chantiers de la REDD+ et la réforme foncières, sur lesquels est engagé le gouvernement du Cameroun, concurrent à l'émergence souhaitée à l'horizon 2035 le dialogue s'est soldé sur plusieurs recommandations. En somme les deux processus doivent garantir l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales et même urbaines.

Aux termes des échanges à la fois francs et enrichissants, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

Au sujet de la REDD+

- renforcer les capacités de la société civile pour plus d'efficacité dans sa participation aux processus REED+ et à la réforme foncière ;
- clarifier les questions foncières dans les négociations en cours sur le mécanisme REDD+ ;
- faire de la REED+ un processus équitable, transparent, inclusif et synergétique favorisant la circulation des informations du sommet à la base et de la base au sommet ;
- valoriser les connaissances et les savoir-faire traditionnels dans les efforts actuels de conservation et dans le processus REDD+

Au sujet de la réforme foncière

- intégrer le droit coutumier dans la réforme foncière en cours de révision ;
- mettre à profit les TIC à travers l'utilisation des outils comme la cartographie et la télédétection pour constituer le répertoire des propriétaires de terre au Cameroun ;
- élaborer un cadastre national pour cartographier les différents usages et limiter les conflits
- renforcer les droits des communautés sur le foncier dans la loi en cours de révision
- accorder une place de choix à la femme en reconnaissant son droit à la propriété foncière ;
- réviser et alléger les procédures d'obtention du titre foncier de manière à les rendre moins longues et peu coûteuses ;
- faire de la transparence un pilier de la gouvernance foncière ;
- vulgariser la loi foncière révisée et ses textes d'application à l'échelle nationale et locale, en désignant par exemple des points focaux dans les communautés pour cette mission ;

Recommandations générales

- solliciter les avis et prendre en compte les intérêts des communautés pour le développement des projets dans leurs localités ;
- sécuriser par la transparence et la bonne gouvernance les bénéfices de carbone, bien que prévus dans un avenir lointain, auxquels s'attendent les communautés dans le cadre du processus REDD+ notamment à travers la mise à disposition de la cartographie des risques de corruption ;